



HAL
open science

La fragmentation de l'action collective à un niveau méso : un donné géographique renforcé par la logique d'individuation du lien social.

Geneviève Myriam Jacqueline Madeleine Désirée Genicot

► To cite this version:

Geneviève Myriam Jacqueline Madeleine Désirée Genicot. La fragmentation de l'action collective à un niveau méso : un donné géographique renforcé par la logique d'individuation du lien social. : Le cas des mobilisations anti-marchandisation de l'éducation en Belgique, France et dans les réseaux transnationaux.. XVIIe Congrès international des sociologues de langue française " L'individu social. Autres réalités, autre sociologie? ", Jul 2004, Tours, France. hal-00262476

HAL Id: hal-00262476

<https://hal.science/hal-00262476>

Submitted on 21 Mar 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

GT07 Inégalités, identités et liens sociaux

La fragmentation de l'action collective à un niveau méso :
un donné géographique renforcé par la logique d'individuation du lien social.
Le cas des mobilisations anti-marchandisation de l'éducation
en Belgique, France et dans les réseaux transnationaux.

par Geneviève Genicot,
Institut d'Etudes Politiques de Grenoble – PACTE-CIDSP

I. Problématique

Je voudrais aborder aujourd'hui la question du rapport entre action collective et émergence d'un lien social de type associationniste, à travers le cas des mobilisations anti-marchandisation de l'éducation. J'étudie ces mobilisations depuis trois ans : d'abord dans le cadre d'un mémoire de DEA consacré spécifiquement au sujet, et aujourd'hui d'une thèse dont le sujet ne se limite plus à la marchandisation mais s'est vu élargi aux nombreux bouleversements des systèmes d'enseignement supérieur (notamment l'europanisation). Je travaille sur 5 pays : Belgique, France, Italie, Portugal et Royaume-Uni. Dans ce cadre, j'ai notamment approché des syndicats étudiants et de professeurs, l'association ATTAC, ainsi que des réseaux de mobilisation transnationaux.

Certains de ces groupes – ATTAC, le Forum social européen, Education is not for sale ! – présentent une organisation tendancielle réticulaire : ils posent question en tant qu'exemples de ce que toute une littérature récente qualifie de « nouveau type de militance ». On peut résumer la « nouveauté » en question par quelques caractéristiques :

- ces groupements ont un caractère labile et réticulaire,
- on y remarque une grande importance de l'*individu*¹, au sens où il ne doit plus se conformer aux attentes du groupement, mais plutôt mettre à disposition du groupe ses ressources², en fonction notamment de ce que lui permet sa vie privée³ ;
- dans ces groupements, l'initiative de la base est fortement valorisée (c'est un élément qui va beaucoup nous occuper) ; vu de France, cela signifie une réorganisation des rapports

¹ ION, J., *La fin des militants ?*, Paris, Les Editions de l'Atelier / Editions ouvrières, 1997, coll. « Enjeux de société », p.49.

² ID., p.50.

³ ID., pp. 60-64.

entre périphérie et centre⁴, et aussi la dénonciation des pratiques d'appareil (langue de bois, déni des expressions individuelles)⁵ ;

-le deuxième élément central pour le propos, c'est que ces groupes présentent souvent une culture très protestataire. ATTAC illustre bien ce cas de figure, avec sa phobie de la « récupération », qui résume les contradictions qu'affronte la mouvance « altermondialiste », qui risque une certaine forme d'impuissance si ses rapports avec le politique ne sont pas refondés.⁶

Prenons deux cas concrets de groupements correspondant à cette description. D'abord ATTAC en France : par exemple, le lien entre ATTAC national et la section ATTAC Isère est très ténu, ATTAC Isère étant considérée comme « fort à gauche » par rapport à la ligne nationale ; il y a donc place pour la dissidence. De plus, sur Grenoble (Isère) existe un groupement « ATTAC Campus » composé d'étudiants mais qui n'a que des rapports épisodiques avec ATTAC Isère.

Autre exemple, le réseau du Forum social européen, ainsi que le petit réseau européen Education is not for sale ! qui a sa base dans des associations étudiantes locales allemandes, et a organisé en septembre 2003 un forum alternatif en marge du sommet des ministres de l'éducation de Berlin. La préparation de ces forums relève en grande partie du principe de l'auberge espagnole, chacun apportant ce qu'il possède. L'image frappante à ce point de vue est celle des assemblées finales de ces forums, où tous les points de vue s'expriment à tour de rôle. Aucun message global n'est délivré, mais d'éventuelles actions coordonnées à venir sont lancées – auxquelles participera qui veut.

A travers ces « nouveaux » mouvements, on voit poindre le discours de l'individu-roi, de l'assujettissement des relations collectives aux logiques individuelles.

Pourtant, l'idée que je voudrais développer, c'est que l'individuation du lien social ne constitue sans doute pas la *seule* cause de cette fragmentation de l'action collective. En réalité, l'individuation du lien social serait plutôt *l'accélérateur* d'une fragmentation *structurelle inhérente* à l'extension géographique des organisations. Comme l'indique le titre de la communication, je travaille à un niveau méso, c'est-à-dire que je n'entends pas traiter ici de l'adaptation des pratiques militantes à la contingence de la vie privée, de cette négociation qui relève d'un niveau micro, mais plutôt des rapports entre les différentes composantes d'une organisation ; le propos se centre donc plutôt sur l'idée d'autonomisation des sections locales,

⁴ ION, J., *La fin des militants ?*, op. cit., p.47 et SOMMIER, I., *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001, coll. « Dominos », n°236, pp.5-6.

⁵ ION, J., *La fin des militants ?*, op. cit., pp. 67-72.

⁶ LAMRANI, O., « L'altermondialisation passe à l'action », *L'Humanité*, 6 février 2002, p.4.

de la disparition de la langue de bois. Comment peut-on dire qu'il existe une fragmentation structurelle inhérente à l'extension géographique des organisations ?

Prenons une des déclinaisons du slogan aujourd'hui bien connu « Le monde n'est pas une marchandise » : « l'éducation n'est pas une marchandise ». Ce slogan est traduit dans un grand nombre de pays, et employé par toutes sortes de groupes mobilisés sur les questions d'éducation. Une question se pose : est-il *possible* qu'une mobilisation apparemment transnationale, et très large, porte *réellement* le *même message* sous le slogan qui l'unit ? Le slogan ne crée-t-il pas, en réalité, une mobilisation très diverse ? C'est en répondant à cette question que nous verrons se déployer sous nos yeux la diversité inhérente à toute mobilisation géographiquement étendue, et que nous pourrions comprendre en quoi les nouvelles formes d'organisation militantes ne font que *renforcer* cette diversité géographique, *en l'assumant*. Je montrerai donc dans un premier temps l'unité du discours anti-marchandisation, mais ce sera seulement pour mieux la déconstruire ensuite.

II. Développement

A. Pour commencer, on peut affirmer qu'un discours anti-marchandisation de l'éducation existe bel et bien sur le terrain : un discours commun, relativement uni, qui transcende les frontières nationales et les groupes militants. Une première preuve en est que tous les militants que j'ai interviewés se retrouvent dans le slogan « l'éducation n'est pas une marchandise ». Bien sûr, c'est là un slogan large et négatif, facilement rassembleur. Cependant, si l'on demande aux interviewés de développer le sens qu'ils attribuent à ce slogan, on retrouve les mêmes éléments, avec des variations peu importantes : privatisation ; recherche de profit à travers l'activité d'enseignement ; AGCS et OMC (on y reviendra) ; déréglementation, dérégulation, libéralisation, mise en concurrence ; marché éducatif, soumission à la loi du marché ; rentabilité de la recherche et des formations, employabilité ; américanisation des formations ; e-learning ; et aussi : mondialisation ; capitalisme ; processus de Bologne ; *lifelong learning* ; tendances libérales de la Commission européenne, fuite des cerveaux, etc. On observe à peine une légère adaptation des motifs en fonction des situations et des cultures nationales (les militants français insistent par exemple sur l'égalitarisme républicain). Le discours anti-marchandisation est donc développé autour de ces éléments, et au premier abord il paraît très unifié. Il l'est effectivement dans sa forme. Mais cette forme est négative : le discours concentre essentiellement des refus, c'est un « lieu sémantique » qui

agit comme un repoussoir. Les militants le reconnaissent d'ailleurs volontiers. Pourtant, quoi qu'il en soit de ce « vide intérieur », il faut souligner l'existence de cette unité dans le discours.

B. Nous pouvons maintenant souligner les différences recouvertes par cette unité.

1. En réalité, les thématiques que j'ai citées sont bien souvent adaptées au discours militant des organisations, en fonction de leurs buts et de leur identité préexistante. Pour ATTAC, le combat contre la marchandisation de l'éducation s'inscrit dans celui contre la privatisation des services publics ; pour les syndicats de professeurs, dans la lutte contre l'individualisation des qualifications et de la négociation patron-salarié ; etc. La marchandisation constitue ainsi un thème transversal, applicable à de nombreux combats dont le cœur peut être différent : combats associatifs, professionnels, politiques, étudiants...

2. Mais allons plus loin dans la déconstruction. Les visions des groupes sont aussi influencées par leur situation géographique, une composante importante de leur identité. Prenons les difficultés rencontrées par des étudiants français et belges francophones qui essaient de mobiliser contre l'AGCS (l'Accord général sur le commerce des services, négocié à l'Organisation mondiale du commerce afin de libéraliser le commerce d'une série de services, au nombre desquels l'éducation pourrait compter).

a. Un facteur qui joue contre cette militance est qu'une majeure partie de l'action à mener se situe au moment des négociations, ce qui rend abstrait le sujet de mobilisation, puisque les conséquences de l'AGCS ne sont pas saisissables concrètement avant son application dans les pays signataires.

Cet état de choses apparaît dans les stratégies militantes : certains utilisent le *scénario catastrophe* pour conscientiser les foules, parlant de frais d'inscription à des dizaines de milliers d'euros (comme la FEF, Fédération des étudiants francophones de Belgique), d'autres comme les étudiants de l'AGL (Association générale des étudiants de Louvain-la-Neuve en Belgique) ont rebaptisé les amphithéâtres une nuit au nom de multinationales afin de « réaliser » le danger de marchandisation. Exemple : un tract de la FEF, repris par l'AGL, utilise la science fiction pour concrétiser la menace abstraite que représente l'AGCS :

15 septembre 2005, Bruxelles. C'est la rentrée académique dans l'implantation belge de la Sproutch University, institution d'enseignement supérieur à la dernière mode, tout droit venue des USA. Les nouveaux étudiants sont accueillis avec coupe de champagne et petits fours. Normal, ils ont payé chacun près de 25 000 euros (1 million d'anciens francs belges) pour pouvoir recevoir les cours dispensés par l'institution. A ce prix-là, les clients, on les choie. Après tout, c'est eux qui font vivre le business.

A deux pas de là, dans une institution voisine, il n'y a ni petits fours, ni coupe de champagne pour célébrer le début de l'année. L'encadrement est réduit au strict minimum tandis que le minerval vient d'être multiplié par quatre cette année. De nombreux étudiants, inscrits l'année passée, n'ont pu faire face à cette augmentation et ne se sont pas réinscrits. Aussi l'atmosphère est-elle morose dans cette institution publique. La raison de ces bouleversements ? La condamnation de la Belgique par l'organe de règlement des différends de l'OMC. [...]⁷

Mais la stratégie du scénario catastrophe – une des seules possibles pourtant – est facilement taxable de catastrophisme. La virtualité des conséquences de l'AGCS pose donc une réelle question de stratégie de mobilisation.

L'aspect « conséquences lointaines » est évidemment exacerbé pour la population étudiante, qui se renouvelle continuellement, et accorde peu d'importance aux conditions d'étude des générations qui suivront.

Mais le problème profond est que le niveau de négociation de l'AGCS se situe dans *un espace-temps parallèle* à celui où vivent les militants, donc dans notre exemple les étudiants classiques basés sur un campus. Un *espace* parallèle, car comme je l'ai dit, rien dans la réalité quotidienne n'est indice d'une négociation qui se déroule en apesanteur internationale, à l'OMC ; un *temps* parallèle, car ces négociations sont un morceau de futur insaisissable, une préoccupation qui n'est pas encore advenue dans le champ perceptif local.

Or c'est cette condition personnelle concrète qui motive généralement les mobilisations étudiantes, devenues extrêmement corporatistes. En effet, la réalité vécue des étudiants est composée d'éléments concrets et bien souvent dépolitisés, qui font appel à un esprit de consommation ou de corporation plus que d'engagement civique et politique.⁸

Un autre facteur qui gêne la mobilisation anti-AGCS est la nature très technique et le haut degré d'expertise de ce genre de négociations, qui les éloigne d'autant des préoccupations concrètes des individus. Seuls des militants experts, comme ceux engagés dans ESIB (European Student Information Bureau, la fédération étudiante européenne représentante auprès des institutions européennes) peuvent les maîtriser parfaitement.

En résumé, dans de nombreux espaces vécus, la prise de conscience des enjeux liés à l'AGCS est rendue difficile par une certaine *abstraction*.

b. Pourtant – et l'on voit ici encore se fragmenter l'image unie donnée au début – de tels sujets ne sont pas aussi abstraits pour les uns que pour les autres. L'hypothèse que je vais développer est que la perception de l'individu, plus ou moins abstraite donc, dépend de son niveau géographique d'action, de son vécu situé – localement, nationalement, ou internationalement. Ce vécu situé montrerait ou cacherait aux militants certains sujets sur

⁷ FEF, *La FEF se présente*, brochure informative de 46 pages A5, Bruxelles, 2001.

⁸ Cf. enquête de terrain et entretiens dans la cadre de la thèse.

lesquels ils sont susceptibles de se mobiliser. Prenons l'exemple d'embryons de mobilisation étudiante anti-marchandisation.

Un exemple au niveau local. Lorsqu'un événement de tendance « marchandisation » advient dans l'espace du campus, les sujets de mobilisation deviennent concrets car ils sont vécus comme des problèmes réels. Par exemple, l'implantation à l'UCL de chaires de cours cofinancées, dont une chaire RTL de journalisme, a été montrée du doigt par des militants étudiants de niveau local ou national, qui craignaient pour l'indépendance intellectuelle des formations dispensées. On se trouve dans une logique réactive centrée sur l'événement, cet événement étant vu comme la preuve d'un mouvement global flou, que les individus ont souvent du mal à définir précisément. Ils voient ces événements comme des indices. Et encore : seulement s'ils sont touchés directement ou font montre d'une conscientisation politique élevée.

Un exemple au niveau national. Pour l'UNEF (Union nationale des étudiants de France, le syndicat étudiant français), les dangers de la marchandisation sont lus à travers le prisme national français : la privatisation de l'enseignement est une attaque contre les services publics *à la française*, le cadre national des diplômés est menacé, etc. Un vécu géographique national très centralisé oriente ainsi la lecture des enjeux.

Un exemple au niveau international. Au sein de l'ESIB, des problématiques totalement invisibles aux niveaux locaux ou nationaux apparaissent de façon très précise : *branch campuses* (franchises d'universités), TNE (éducation transnationale), etc. On constate à ce niveau une finesse d'analyse élevée en comparaison des autres niveaux géographiques ; la perception se révèle ainsi nettement influencée par les sphères internationales au sein desquelles ces étudiants évoluent.

c. Tout ceci nous rappelle simplement que le vécu d'un petit bureau, celui d'un bureau national, et celui d'une organisation internationale, ne sont pas les mêmes.

Le vécu d'un militant étudiant local, c'est avant tout un petit bureau, des amis, un loisir et l'apprentissage du fonctionnement d'une institution. Il est encore question d'assister aux cours, de rester un étudiant « classique », et les problèmes défendus sont des problèmes pratiques liés à la vie étudiante. Par ailleurs le niveau local induit une tendance à la redondance de l'information et à la formation d'une communauté : « les liens forts [sont] plus pauvres en information en raison de la redondance des sources d'information, mais [sont] créateurs de confiance en raison de la multiplicité des interactions sociales et de l'engagement émotionnel qu'ils induisent. Ce plus grand engagement émotionnel favoris[e] les processus

d'identification au groupe et donc d'implication à ses valeurs. »⁹ L'ouverture aux problèmes nouveaux ne se fera donc que tardivement ou devant l'urgence d'agir.

Le vécu d'un militant national est plutôt celui de la réalité de la politique nationale, des contacts avec les représentants politiques et les parlementaires nationaux. Ces militants deviennent plus professionnels et désertent plus souvent les cours.

Quant au vécu d'un militant international, il est composé (non sans fondement) d'un sentiment de puissance au niveau de l'information détenue, mais aussi d'une atmosphère internationale, de voyages, de rencontres avec des officiels internationaux : interlocuteurs de la Commission européenne, de l'UNESCO, ou encore de l'AUE (Association européenne des recteurs). Pour ces militants, la présence au cours devient tout à fait secondaire par rapport à l'engagement ; il y a une certaine professionnalisation.¹⁰ On a affaire à des personnes très bien insérées dans plusieurs réseaux par des liens relativement peu contraignants socialement. Or « les liens faibles » sont « plus riches en information car ils induisent une faible redondance entre les sources d'information ». Il y a également un moindre engagement émotionnel.¹¹

c. En raison de ces quotidiens vécus très différents, il est logique que ces différents types de militants ne « voient » pas les mêmes choses, et en tout cas ne les « voient » pas du même œil, puisqu'ils n'observent pas les mêmes acteurs, ne sont pas en contact avec les mêmes acteurs.

Pour résumer je citerai Jacques Lévy (*Le monde pour Cité*): « [...] Les processus mondiaux sont le plus souvent appréhendés par des "médiations" communautaires, géopolitiques ou économiques définies à une échelle restreinte : on voit encore le monde à travers le prisme de sa religion, de son Etat, de son marché local. »¹² Il dit même plus : « Si le monde était une société "complète", cela se verrait notamment à l'existence d'un temps mondial unifié. »

Or, la conscientisation et les réactions des acteurs s'exécutent de façon quasi-réactive, suivant une chaîne temporelle – suivant l'avènement, dans un certain espace, d'un même phénomène.

⁹ FERRARY, M., ET PESQUEUX, Y., « Eléments d'analyse des réseaux sociaux », in *L'organisation en réseau, mythes et réalités*, Paris, PUF, 2004, coll. « La politique éclatée », p.167

¹⁰ GENICOT, G., *L'ESIB, institution visible et invisible : représentante des étudiants européens et formatrice d'une jeune élite européenne*, colloque « "Société civile organisée" et gouvernance européenne. Formation, recrutement et pratiques des représentants d'intérêts dans l'Union européenne. » organisé par le GSPE (Groupe de sociologie politique européenne) Strasbourg, 21-23 juin 2004.

¹¹ FERRARY, M., ET PESQUEUX, Y., « Eléments d'analyse des réseaux sociaux », in *L'organisation en réseau, mythes et réalités*, Paris, PUF, 2004, coll. « La politique éclatée », pp. 166-167

¹² LÉVY, J., *Le monde pour cité*, Paris, Hachette, 1996, coll. « Questions de politique », pp. 70-71.

3. Nous avons vu qu'agir à un certain niveau géographique influence le degré de prise de conscience de certains enjeux. Il n'en reste pas moins que des groupes de même niveau géographique peuvent développer une perception très différente de ces sujets. Nous proposons comme facteur explicatif la place au sein de différents réseaux d'information. Selon notre hypothèse, l'existence, au sein d'un réseau militant, d'un point de contact stabilisé avec les centres de décision internationaux, c'est-à-dire les centres de décision primaires, augmente le degré d'information au sein du réseau militant, et influence aussi sa vision des choses. (Soulignons au passage que nous traitons de sujets pour lesquels la source primaire de la légitimité est le niveau international.)

a. Comme nous l'avons dit, les organisations à nouvelle tendance privilégient la base et refusent souvent le contact avec les décideurs. Or ce contact avec les centres de décision amène selon nous les groupes à développer une vision des problèmes plus technique, plus experte, et donc aussi plus circonscrite, alors qu'un réseau militant ne disposant pas d'un tel point de contact développerait plutôt une vision politique globale des problèmes : une vision générale où tous les sujets de mobilisation s'insèrent indifféremment. On aurait finalement affaire à une grille de lecture idéologique et moins technique.

Cette hypothèse rejoint en un sens celle de Marx et McAdam¹³ selon laquelle les groupes militants adaptent leur répertoire d'action en fonction de leur interlocuteur ; ici nous insistons sur le fait que cet alignement se fait naturellement, par le contact routinisé entre individus appartenant à deux parties d'un même réseau, et par l'obligation d'établir la communication dans un langage commun.

Prenons un exemple. Le petit réseau Education is not for sale !, composé d'étudiants de différents pays, mais qui a une forte base locale dans les associations étudiantes locales allemandes, a organisé en septembre 2003 un forum alternatif en marge du sommet des ministres de l'éducation de Berlin. Il s'agissait bien d'un événement international, qui a rassemblé environ 900 étudiants européens, ce qui n'est pas négligeable pour une première édition organisée quasiment sans moyens financiers. Les étudiants d'ESIB étaient présents, au même moment, à la réunion du Conseil des ministres de l'éducation ; ils assistaient à la mise au point finale du Communiqué de Berlin ; c'était pour eux le couronnement d'une série de

¹³ Cité par DIDIER CHABANET, colloque GSPE juin 2004.

réunions préparatoires et de groupes de travail qui avaient eu lieu pendant deux ans, depuis la Déclaration de Prague de 2001.¹⁴

Le premier réseau (EINFS) ne possède aucun point de contact routinisé avec les autorités de niveau international, alors que le second groupe (ESIB) côtoie fréquemment Commission, Conseil de l'Europe, etc. Lors du forum, nous avons pu remarquer dans le discours du premier groupe une vision très globale, parfois mythifiée, du Processus de Bologne, abordé souvent sans beaucoup d'expertise technique, et lu à travers des grilles idéologiques fortes. En même temps, certains ateliers du forum ont été montés par des étudiants d'ESIB désireux de « répandre de l'information » au sein des participants au Forum, et les animateurs de ces ateliers parlaient d'un ton nettement plus technique et objectivant – sans être forcément dépolitisé pour autant. De plus, le forum alternatif drainait des thèmes très nombreux, de réflexions sur les taux d'intérêt et la valeur sociale de l'argent à des ateliers sur ce que devraient être les systèmes d'éducation. Par contre, la réunion des ministres n'était centrée que sur le sujet de Bologne. On peut donc résumer les modes d'approche des deux réseaux par quelques oppositions : approche expertisée *versus* approche idéologique, approche en termes « bien-mal » *versus* approche en termes « problème-solution », vision globale *versus* vision spécialisée.

Agir au niveau international *avec d'autres militants*, par exemple pour mettre sur pied un forum alternatif, n'est donc pas la même chose qu'agir au niveau international *avec les pouvoirs politiques*, par exemple pour débattre du communiqué de Berlin.

On remarque bien cette opposition dans les discours individuels des militants : pour tel ancien du PC, aujourd'hui militant à ATTAC, l'AGCS, « il faut stopper »¹⁵ ; pour telle étudiante d'ESIB responsable des relations avec la Commission européenne, « il ne s'agit pas de lutter, mais plutôt, en partant du fait que eux sont pour et nous contre la marchandisation de l'enseignement, d'essayer de trouver un accord »¹⁶.

b. Cela dit, on trouve toute une série d'individus intermédiaires, dans le sens où l'interaction stabilisée entre un groupe et les centres de décision internationaux, rejaillit positivement sur tout le réseau dont fait partie le groupe en question, *à condition cependant que le réseau soit bien entretenu et qu'il ne connaisse pas de faiblesses*.

¹⁴ Depuis 1998, l'enseignement supérieur européen est engagé dans un processus de réforme européen de nature intergouvernementale, qu'on appelle généralement « Processus de Bologne » et qui vise la création d'un « espace européen de l'enseignement supérieur » pour 2010. Différents documents jalonnent ce processus : Déclarations de la Sorbonne (1998) et de Bologne (1999), Communiqués de Prague (2001), et dernièrement, en septembre 2003, Communiqué de Berlin.

¹⁵ Entretien, mars 2002.

¹⁶ Entretien, mai 2004.

Il y a des cas où la chaîne d'information est en bon état. Par exemple, les présidents d'associations nationales étudiants membres de l'ESIB restent relativement dépendants des étudiants officiant à l'international pour leur information, ce qui constitue un lien fort peu sujet à la dispersion d'information (sauf en cas de mésentente personnelle). Autre exemple, les sections locales de syndicats centralisés comme l'UNEF (Union nationale des étudiants de France, le syndicat étudiant français) ou l'UDU (Unione degli universitari, le syndicat étudiant italien) obtiennent une bonne information, bien qu'elle soit un peu simplifiée et formatée, précisément grâce à la structure centralisée de ces organisations.

Il y a par contre des cas où la chaîne d'information est mise en danger. Prenons plusieurs exemples qui le montrent.

Lorsqu'on franchit un certain nombre de nœuds du réseau, on a affaire à des militants dont la position géographique au sein du réseau informé est trop lointaine pour que l'appartenance à ce réseau puisse jouer : elle est annulée sous l'effet de la distance. Ainsi, au sein de la FEF (Fédération des étudiants francophones de Belgique), deux parlements belges locaux avaient en 2003-2004 une majorité privilégiant les préoccupations consuméristes des étudiants et négligeant la représentation politique. Dès lors, l'information diffusée par la FEF et par son responsable international n'était pas du tout exploitée localement par les étudiants louvanistes et namurois. On notera à cet égard que le type de structure institutionnelle en jeu influence également la chaîne d'information : l'UNEF a une structure centralisée, contrairement à la FEF, qui n'est qu'une fédération de parlements locaux autonomes.

Il faut aussi noter que les rivalités de clocher peuvent très facilement casser la chaîne d'information lorsqu'on s'approche du niveau local. Ainsi un groupe comme ATTAC peut, au niveau national, profiter des informations dont dispose l'UNEF, puisqu'une collaboration fructueuse existe entre les deux groupes ; mais au niveau local de Grenoble, par exemple, aucune collaboration n'a lieu entre l'UNEF Grenoble et le groupe ATTAC Campus Grenoble ; une rivalité sociologique oppose en réalité ces deux groupes, dont l'un rassemble des étudiants d'université, et l'autre des étudiants de Grandes Ecoles. Le réseau d'information pâtit donc également de ces situations. La même situation est observable en Belgique entre ATTAC et la FEF, qui collaborent au niveau national, alors qu'au niveau local de Louvain-la-Neuve, en 2002, une hostilité latente empêchait des rapports fructueux entre le parlement étudiant (AGL) et ATTAC Louvain-la-Neuve.

Autre exemple. Une déléguée des étudiants au Conseil de faculté POLS (Sciences politiques et sociales) de Louvain-la-Neuve y expose concrètement les problèmes des étudiants de sa promotion, mais ne comprend rien aux débats concernant l'implantation du processus de

Bologne dans sa faculté. Normalement, un lien doit exister entre les délégués de faculté et le parlement étudiant du site, le parlement devant se faire le relais de l'information glanée à la FEF. Mais un tel lien n'a jamais été, depuis de nombreuses années, mis en place, pour des raisons diverses, manque d'énergie et peut-être léger mépris par rapport aux délégués.

Derniers exemples. Une nouvelle déléguée française de la FAGE (Fédération des associations générales étudiantes, France) semble, à son arrivée à l'ESIB, très peu au courant des sujets dont il est débattu ; elle va devoir se former. Sa situation montre que, au sein de son organisation, aucun relais ne lui a jamais été fait de l'information venant d'ESIB ; elle agissait essentiellement au niveau local de sa faculté pour l'organisation d'événements festifs à direction des étudiants. De même, nombre d'étudiants engagés au niveau local ne connaissent pas l'existence d'ESIB, et même pour les étudiants évoluant au niveau national, cette organisation reste assez obscure. Cela ne devrait pas empêcher que l'information circule vers ces étudiants, mais n'encouragera cependant pas non plus les étudiants à s'informer par eux-mêmes en cas de problème de circulation de l'information.

Ces nombreux exemples montrent que, en fonction de divers « accidents » de réseau, des étudiants qui devraient normalement profiter d'une diffusion d'information ne sont finalement guère plus informés que des étudiants situés dans des réseaux sans point de contact avec les autorités décidantes.

c. Finalement, le facteur qui fait la différence en termes d'information, et donc de vision des choses, c'est la présence, au sein du réseau militant, d'une relation stabilisée avec les centres de décision internationaux. Ce point de contact rayonne alors d'information jusqu'à une certaine distance dans le réseau, formant une vision des problèmes d'une certaine qualité et d'un certain type (expertise). On obtient ainsi une typologie de configurations :

- des individus « très en phase » avec les centres de décision internationaux, dont la conception des problèmes est experte, technique, à la pointe de l'information, peu idéologisée, très circonscrite aux problèmes, et qui isole souvent ceux-ci les uns des autres ;

- des individus gravitant autour d'eux de façon à profiter de leur vision des choses, mais dont la vision sera malgré tout parasitée par des facteurs locaux et surtout le fait de ne pas avoir soi-même déniché l'information ;

- des individus qui, bien qu'appartenant aux réseaux possédant de l'information, n'en profitent pas en raison d'une cassure dans la chaîne d'information ;

- enfin des individus agissant dans des réseaux parallèles aux centres de décision.

On peut donc parler de « trous structureaux » dans le réseau de mobilisation anti-marchandisation de l'éducation, dans la mesure où on trouve souvent une « absence de liaison

entre des contacts non redondants ». ¹⁷ Des morceaux de réseaux se côtoient finalement au sein d'une mobilisation faussement unifiée.

Conclusion

Ce qui influence donc les perceptions que les individus ont d'un même sujet, le contenu qu'ils donnent à un même slogan comme « L'éducation n'est pas une marchandise », c'est que les individus sont *situés, deux fois situés* : une première fois par leur lieu de vie et leur quotidien géographique, une deuxième fois par leur place au sein des réseaux de pouvoir. La première situation attire l'attention sur certains problèmes et non d'autres ; la deuxième situation entraîne un certain langage, un système de pensée particulier pour penser ces problèmes.

Ces conclusions s'inscrivent bien entendu dans une perspective de réhabilitation des lieux de la géographie. Jacques Lévy : « Il n'y a nulle contradiction entre les mouvements de toute nature qui marquent la mondialisation et le rôle joué par l'ancrage des lieux : il faut bien que les réseaux soient amarrés par des têtes et que les flux qui circulent sur les arcs aillent d'un nœud à l'autre, d'un lieu à un autre. La mondialisation n'efface pas le rôle décisif des localisations, valorisant des positions anciennes, favorisant l'émergence de nouvelles. Bien au contraire, elle contribue à mettre en valeur certains lieux [...] » ¹⁸ Il dit encore : « plus la mobilité des choses autrefois entravées [...] augmente, plus l'immobilité des autres réalités se renforce relativement. » ¹⁹

On voit donc qu'il n'est pas besoin de militer dans une organisation qui vante les mérites de l'organisation à la base pour se retrouver dans une situation où l'on développera une vision personnelle des choses. Cette vision, elle subsiste envers et contre tout.

Mais on voit aussi, nettement, que des *options* assumées par de nouveaux types d'organisation, accentuent le risque de désagrégation de l'action collective, et le degré de différenciation des perceptions militantes : d'abord, en valorisant les positions locales, les initiatives de la base ; en second lieu, en se positionnant d'emblée comme coupés des sphères décidantes, renvoyant dès lors les militants à une recherche personnelle, difficile, hasardeuse, d'information ; recherche parfois dédoublée, et donnant matière à moult débats entre

¹⁷ FERRARY, M., ET PESQUEUX, Y., « Eléments d'analyse des réseaux sociaux », in *L'organisation en réseau, mythes et réalités*, Paris, PUF, 2004, coll. « La politique éclatée », p.169.

¹⁸ LEVY, J., *Le tournant géographique. Penser l'espace pour lire le monde*, Paris, Belin, 1999, coll. « Mappemonde », p.338.

¹⁹ LEVY, J., *Le tournant géographique. Penser l'espace pour lire le monde*, Paris, Belin, 1999, coll. « Mappemonde », p.363.

autodidactes. Dès lors, le refus d'organisations comme ATTAC ou les Forums sociaux d'établir des relations stabilisées avec les sphères décidantes semble les condamner à un déficit d'information, ou du moins, à un écart de langage pour jamais impossible à combler – c'est le prix à payer pour garder son indépendance et son mode de pensée global, son idéologie. Mais n'est-ce pas un prix extrêmement élevé ? Même s'il permet que l'information soit mieux digérée par la base...

On voit en tout cas que différents types d'institutionnalisation des mobilisations, exploitent de manière différente les divergences de perception dues au niveau géographique de vie. Je vais tenter d'en donner une typologie pour terminer. On trouve :

-Des organisations relativement centralisées, qui mettent au second plan l'identité des individus pour former un collectif fort, s'efforcent de porter un discours uni ; ce faisant, elles masquent les divergences individuelles (UNEF, UDU) ;

-De organisations dont la structure porte en elle une certaine décentralisation, comme les fédérations, reconnaissant au contraire les spécificités locales. La logique de situation géographique des individus est donc renforcée. On constate au passage une influence d'une certaine culture politique qui favorise plus ou moins la centralisation ; on opposera évidemment le cas belge et le cas français dans cette optique (FEF, ESIB) ;

-un troisième type d'organisation assument et *valorisent idéologiquement* la sphère locale et l'autonomie des groupes. La logique de situation géographique est donc renforcée. (ATTAC, Forums sociaux, organisations décrites au début).

Finalement, ces nouveaux types d'organisation ne font qu'utiliser, développer, exploiter ces différences de perception, par le fait d'en prendre acte et de les assumer, de les rendre positives – là où les organisations traditionnelles tentaient de les lisser (parfois avec des conséquences dramatiques, cf. les dérapages de l'expérience communiste). Là est le véritable changement : rendre positives les divergences de vues des individus géographiquement situés formant une mobilisation.

D'un point de vue purement stratégique, on peut se demander si une telle manière de faire, en phase avec une apologie de la démocratie et du respect de la parole de chacun – base primordiale de l'esprit « forum social » – ne nuit pas à la capacité d'action des groupes. Une difficulté majeure rencontrée par les Forums sociaux semble ainsi être leur absence de discours commun, un fait qui reste d'ailleurs incompréhensible aux yeux de nombreux journalistes, qui la plupart du temps sont incapables de rendre autre chose que le thème des débats, leur contenu consistant le plus souvent en un échange continu d'idées.

A ce point de vue, le cas ATTAC est assez intéressant, car ce mouvement se décrit comme « d'éducation populaire ». C'est-à-dire que les militants sont là aussi pour se former à des sujets difficiles et techniques, ce qui mène forcément à la situation que j'ai décrite, de dédoublement des recherches, et d'information parfois tâtonnante, cela étant du aussi au second facteur, de positionnement hors des réseaux informés par le haut (les décideurs). C'est donc le but même de l'existence d'une association comme ATTAC qui est posé. Mais tenter à la fois (a) de valoriser la prise de conscience individuelle à la base, et (b) d'être à l'origine de changements dans l'organisation de la société, n'est ce pas faire le grand écart entre une pratique qui valorise les différences de perception, et une autre qui suggère une unité de perception ?

La réponse consiste probablement à dire que cette unité peut être plus ou moins facilement simulée. L'existence de mots d'ordre globaux comme « l'éducation n'est pas une marchandise », permettent de cadrer l'action et de démarrer une mobilisation (notion de *framing*). La diversité assumée des perceptions militantes ne fait au fond que mettre en relief l'importance capitale, pour une mobilisation, de développer un discours fédérateur. Etant donné l'idéologie à l'œuvre actuellement – démocratique, participationniste, valorisant l'éducation populaire – il y a fort à parier que ces discours fédérateurs se résument de plus en plus souvent à de simples phrases, à des mots d'ordre rallieurs et peu précis. Ceci nous renvoie à un problème fondamental posé par l'exercice de la démocratie : celui du plus petit dénominateur commun, bien utile mais pas toujours satisfaisant.